

FRANCINE DEMICHEL

## *Questions sur les résultats du PCF*

Elles ne sont pas faciles à commenter ces élections, où tout a été imprévu. Jusqu'à l'été 1978, et sur la lancée des municipales, entre une gauche portée par la dynamique de la victoire et une droite aux abois, le problème se posait en des termes relativement clairs : l'ampleur de la crise et la force de conviction de la gauche seraient-elles suffisantes pour que choisissent le Programme commun un nombre nécessaire de ces électeurs marginaux qui font la décision dans un corps électoral partagé à peu près par moitié ?

Or voici qu'en septembre se produit la rupture de l'Union de la gauche. Cette rupture, personne ne pense encore qu'elle puisse être définitive. Mais déjà elle introduit dans le combat électoral un élément radicalement nouveau, et des prévisions vont encore être faites, qui toutes seront démenties. Les sondages laissent entrevoir une victoire de la gauche. Et nul n'imagine — même les plus réalistes — que la gauche, majoritaire au premier tour, soit minoritaire *en voix* au second. Nul n'imagine non plus l'ampleur de la participation, ni l'écart en sièges entre la droite et la gauche. Enfin tous les pronostics énoncés ponctuellement sur le pourcentage des voix de tel ou tel parti se sont révélés plus ou moins erronés.

Dans ce contexte énigmatique, la situation du Parti communiste n'est pas plus claire que celle des autres formations politiques. Les chiffres sont surprenants, l'explication difficile. Et ces résultats posent des problèmes, dont personne apparemment ne sous-estime l'importance, mais dont nul ne sait exactement en quels termes précis ils s'énoncent.

*Des chiffres surprenants*

L'analyse des chiffres obtenus par le PCF débute par un paradoxe : aux élections de 1978, le PCF accroît, et même assez nettement, sa représentation parlementaire : il passe de 73 sièges (en 1973) à 86 : la différence se décomposant ainsi : 10 sièges perdus, dont 5 dans la région parisienne ; 23 sièges gagnés, répartis sur l'ensemble du territoire. Mais en même temps, le Parti communiste recule — très légèrement — en voix, du moins si l'on calcule celles-ci en pourcentage. Car 700 000 électeurs de plus ont voté communiste, mais compte tenu de l'augmentation quantitative du corps électoral, cela représente une différence négative de 0,7 %.

Bien entendu, ce paradoxe n'est qu'apparent, et l'explication « mathématique » en est relativement simple. Le Parti communiste a perdu des voix dans des circonscriptions — celles notamment de la région parisienne — où son avance était traditionnellement importante. Ces reculs ne se sont en conséquence traduits que par des pertes de sièges limitées. En revanche, un certain nombre de gains de voix, en province notamment, ont permis au PCF de remporter des sièges dans des circonscriptions où il se trouvait assez proche de la majorité, pourvu qu'un apport, même modeste, de voix lui assure la victoire. Ainsi il y a eu un étalement géographique des voix du Parti communiste ; ce qui signifie politiquement un élargissement territorial de sa représentation. C'est là un phénomène politique dont on ne saurait sous-estimer l'importance : car il signifie que le Parti communiste sort de ses « bastions » traditionnels. Mais il reste évidemment que la constatation de ce renouvellement ne doit pas servir à escamoter les interrogations nées du recul, même léger, du pourcentage global des voix du parti.

Les surprises, d'ailleurs, continuent si l'on considère la répartition géographique des gains du PCF. Cette répartition n'obéit, en effet, à aucune logique apparente. On y trouve aussi bien des grands centres industriels que des régions à dominantes rurales (Gard, Haute-Vienne, par exemple) (1).

Ces résultats, souvent déroutants, imposent tout de même une double constatation. D'abord, le Parti communiste ne s'est nullement effondré, et le pari conjoint de Giscard (amener le PCF à moins de 15 % des voix) et de F. Mitterrand (prendre au PCF 3 millions de suffrages) a été totalement perdu. Cela étant, pour le Parti commu-

(1) Pour une analyse plus approfondie, voir Michel DION, Les évolutions à gauche : le vote communiste, *Cahiers du communisme*, avril 1978, p. 19.

niste, ces élections ne sont évidemment pas une victoire. En dépit de la crise, en dépit du grand projet offert aux Français par le XXII<sup>e</sup> Congrès, son électorat stagne, dans le temps même où le nombre de ses adhérents augmente de façon spectaculaire. Et c'est tout cela qu'il faut essayer d'expliquer à la fois, en même temps qu'il faut tenter de rechercher les raisons des progrès et des reculs qui se produisent d'une région à l'autre.

### *Des explications difficiles*

A) Les résultats globaux du Parti communiste et plus encore les mutations territoriales de son électorat échappent, semble-t-il, aux explications « mécaniques » fondées sur des raisons qui tiennent à la logique propre aux élections. Ainsi est-il impossible de faire actuellement une corrélation entre les gains et les pertes du PCF dans les différentes circonscriptions et la position — de force ou de faiblesse — qui était précédemment la sienne dans ces circonscriptions : des positions de force se sont érodées, tandis que d'autres se renforçaient encore, et inversement.

Il n'y a pas davantage de lien entre la croissance ou la stagnation du nombre des adhérents et la croissance ou la stagnation du nombre des électeurs. Ainsi dans le Rhône, où le PCF a gagné 5 200 adhérents depuis 1977 — ce qui est considérable —, il a gagné 15 000 électeurs depuis 1973, mais perdu 0,2 % des voix.

Il y a un seul phénomène technique dont on est sûr qu'il a joué, encore que ses répercussions aient été limitées : la prime aux notables, résultat néfaste mais malheureusement constant, y compris à gauche, du scrutin majoritaire. Ainsi constatc-t-on que sur les 10 sièges perdus par le PCF, 3 se trouvaient dans des circonscriptions où le député sortant ne se représentait pas. Et dans 9 autres circonscriptions où le communiste sortant ne se représentait pas, son « successeur » a gardé le siège, mais en perdant des voix par rapport à 1973. Cela dit, ce phénomène de personnalisation ne constitue qu'une explication très marginale : ainsi, si les nouveaux maires communistes ont tous progressé (Tarhes + 5,2 % ; Bourges + 8 %), 3 seulement (Guingamp, Montluçon, Le Mans) ont battu le député sortant.

B) Les véritables explications ne peuvent être que politiques. Et on doit les chercher dans deux directions.

— Le vote communiste est d'abord et avant tout un *vote de classe*. Votent communiste ceux qui ont conscience de faire véritablement partie des exploités et de ne rien pouvoir espérer en dehors du changement démocratique radical pour lequel se bat le PCF. C'est ce qui explique par exemple des gains dans des circonscriptions de

grandes usines (Dunkerque, Le Havre, Limoges), dans des circonscriptions atteintes d'autant plus durement par la crise que leurs industries sont peu différenciées et dans des régions rurales particulièrement éprouvées par le pillage des monopoles (Gard, Languedoc, Haute-Vienne).

— Le vote communiste est un *vote de conviction*. Partout où le parti a su convaincre, par le discours et par l'action, il a progressé, et *vice versa*. C'est ce qui semble expliquer les gains très nets enregistrés dans des circonscriptions où de nouvelles municipalités communistes ont su, en un an, faire la preuve tangible du bien-fondé de la politique du parti. C'est ce qui explique peut-être aussi des reculs apparemment étranges dans de vieux « bastions » où le poids des habitudes aidant, les efforts d'explication n'ont peut-être pas été aussi développés qu'il l'aurait fallu (région parisienne). Ces explications n'ont pas le mérite de la nouveauté. Au surplus, elles posent plus de problèmes qu'elles n'en résolvent. D'abord parce qu'il faut les développer de façon approfondie, les vérifier de façon indiscutable et précise. Ensuite — et surtout — parce qu'il reste à se demander pourquoi ce vote de classe et de conviction a stagné dans un pays où toutes les couches sociales non monopolistes sont de plus en plus écrasées, et à une époque où, sur la base notamment du XXII<sup>e</sup> Congrès, l'effort théorique et didactique du Parti communiste est sans doute plus important que jamais. Mais c'est là précisément que ce retour aux explications classiques est salutaire : il permet de poser les vraies questions, celles qui sont la clé des succès ou des échecs de demain.

#### *Des questions fondamentales*

Les procès en responsabilité sont de peu d'intérêt en l'occurrence. L'essentiel est que le Parti communiste, à travers les discussions qui ont lieu en son sein, se pose à lui-même les problèmes véritables, ceux dont la solution conditionne l'avenir. Ces problèmes, pour l'essentiel, nous paraissent être les suivants.

A) Le Parti communiste est le parti de la classe ouvrière, laquelle est l'élément moteur des transformations sociales révolutionnaires. Mais le PCF ne peut se contenter d'être le parti du prolétariat, et cela d'autant plus que le thème de l'union du peuple de France, développé par le XXII<sup>e</sup> Congrès, suppose la réunion, autour de la classe ouvrière, des différentes couches sociales exploitées par les monopoles. Seulement, ces couches sociales, il faut aussi les convaincre. Et le Parti communiste doit pouvoir obtenir leur confiance pour les transformations sociales dont elles ressentent le besoin. Or les résultats sont, de ce point de vue, relativement médiocres, la percée espérée n'ayant

apparemment pas eu lieu. Et l'on peut se demander dès lors si la politique du parti a été suffisamment bien expliquée, aux ingénieurs, techniciens et cadres, et plus généralement aux intellectuels qui semblent n'avoir pas suffisamment compris les positions de classe à partir desquelles doit se réaliser l'union du peuple de France. L'échec des Yvelines (perte de 2,19 % des voix, 7 élus de droite sur 8 sièges) est à cet égard exemplaire. Et dans l'ensemble du pays le thème de la campagne « faire payer les riches » manquait sans doute de nuances ; la lutte contre la misère est légitimement prioritaire. Et du reste, le Parti communiste n'a jamais considéré qu'elle était exclusive. Mais son langage, pendant la campagne, à la limite de l'ouvriérisme parfois, n'a-t-il pas pu en donner l'impression ?

B) Le Parti socialiste a incontestablement pris de larges distances avec le Programme commun. Cela devait être dit, et les conséquences en être tirées, d'une façon ou d'une autre. Mais la notion de « virage à droite » était-elle la plus explicative ? Et reposait-elle même sur une analyse suffisante de la réalité d'un parti où beaucoup d'hommes sont à la recherche d'une voie « autogestionnaire », différente certes de celle du Programme commun, mais qui n'est plus celle de la collaboration de classes, telle que l'a pratiquée notamment la SFIO ?

Les résultats respectifs du PS et du PCF sont à cet égard ambigus, puisque les socialistes n'ont pas eu toutes les voix qu'ils escomptaient sans que ces voix soient allées au Parti communiste. Mais la question mérite d'être posée. Ces électeurs virtuels, dont le vote aux municipales et aux cantonales n'a pu finalement être transformé en vote pour un changement radical aux législatives, étaient attachés à l'Union de la gauche. N'était-il pas possible de les amener, par une démonstration plus didactique et moins polémique, à cette idée que le PCF était le véritable garant de l'Union de la gauche ?

On peut d'ailleurs se demander si les effets électoraux assez négatifs des divergences entre les deux grands partis de la gauche n'auraient pas pu être amortis, et de longue date, si les électeurs de gauche n'étaient pas tombés de si haut en septembre 1977. L'euphorie de 1972, des présidentielles de 1974 et des municipales de 1977 n'était-elle pas quelque peu démesurée ?

C) Le Parti communiste n'a-t-il pas été partiellement victime du mode de campagne imposé par des media au service de l'idéologie dominante ? La personnalisation de la campagne a quelque peu masqué le caractère collectif du PCF, donc, en définitive, une de ses originalités les plus fondamentales.

A toutes ces questions, des réponses péremptoires seraient prématurées et dogmatiques. Mais il faudra que ces réponses viennent,

car elles conditionnent l'avenir. Et on peut d'ailleurs se demander à titre d'ultime interrogation si le XXII<sup>e</sup> Congrès, qui est plus que jamais d'actualité, a eu la mise en œuvre électorale qu'il méritait. Il repose sur des analyses théoriques et politiques irréprochables, d'un niveau exceptionnellement élevé. Mais il nécessite ensuite un travail sociologique et idéologique à la mesure du projet proposé aux Français. Ce travail n'est pas encore achevé.